

**REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**

**Honneur – Fraternité – Justice**

**MINISTERE DES PECHEES ET DE L'ECONOMIE MARITIME  
MINISTERE DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME  
MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES  
SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE  
CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT**

**VISA : DGLTE**

**Arrêté conjoint n°2860 MPEM  
/MCAT/MSAS/SEPME relatif aux contrôles  
officiels applicables aux produits de la pêche  
destinés à l'exportation vers les marchés de  
l'Union Européenne**

**LE MINISTRE DES PECHEES ET DE L'ECONOMIE MARITIME,  
LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME,  
LE MINISTRE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES, ET  
LE SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE  
L'ENVIRONNEMENT ;**

Vu la loi n° 2000-025 du 24 janvier 2000 portant Code des Pêches ;

Vu le décret n° 81.062 du 2 avril 1981 portant réglementation de l'inspection sanitaire et du contrôle de salubrité des produits de la pêche destinés à l'alimentation humaine ;

Vu le décret n° 2002-073 du 1<sup>er</sup> octobre 2002 portant règlement général d'application de la loi n° 2000-025 du 24 janvier 2000 portant Code des Pêches ;

Vu le décret n° 94.030 du 8 mars 1994 relatif aux normes d'hygiène et de salubrité et aux conditions d'inspection sanitaire et de contrôle régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche ;

Vu le décret n° 157-84 du 29 décembre 1984 portant règlement organique relatif aux attributions des ministres ;

Vu le décret n° 095/2005 du 10 août 2005 portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu le décret n° 073-2006 du 13 juillet 2006 portant nomination de certains membres du gouvernement ;

Vu le décret n° 098/2006 du 28 août 2006 fixant les attributions du Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;

Vu le décret n° 037/2003 du 29 avril 2003 fixant les attributions du Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;

Vu le décret n° 086-2006 du 8 août 2006 fixant les attributions du Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre Chargé de l'Environnement et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;

Vu le décret n° 025/2005 du 5 mai 2005 fixant les attributions du Ministre de la Santé et des Affaires Sociales et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;

Vu le décret n° 2002-036 du 7 mai 2002 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches (IMROP) ex-CNROP ;

## **ARRETENT**

### **TITRE I - OBJET, CHAMP D'APPLICATION ET DEFINITIONS**

#### **Article Premier** - Objet et champ d'application

En application de l'article 4 du décret n° 94.030 du 8 mars 1994 relatif aux normes d'hygiène et de salubrité et aux conditions d'inspection sanitaire et de contrôle régissant la production et la

mise sur le marché des produits de la pêche, le présent article a pour objet de définir les règles générales régissant les contrôles officiels applicables aux produits de la pêche, y compris les mollusques bivalves vivants destinés à l'exportation vers les marchés de l'Union Européenne. Ces contrôles officiels sont destinés à vérifier le respect des règles relatives à la sécurité sanitaire des mollusques bivalves vivants et des produits de la pêche maritime et fluviale ci-après dénommés les produits de la pêche, et notamment les règles prévues par la législation des pays de destination.

## **Article 2** – Définitions

On entend par :

- 1) « produits de la pêche » : tous les animaux marins ou fluviaux (à l'exception de tous les mammifères marins), sauvages ou d'élevage, y compris les mollusques bivalves, ainsi que toutes les formes et parties comestibles de ces animaux.
- 2) « contrôle officiel » : toute forme de contrôle effectué par l'autorité compétente pour vérifier le respect de la législation relative aux produits de la pêche ;
- 3) « vérification » : le fait de vérifier, par l'examen et par la prise en compte d'éléments objectifs, qu'il a été satisfait à des exigences spécifiées;
- 4) « autorité compétente » : l'autorité centrale de l'État compétente pour organiser les contrôles officiels ou toute autre autorité à laquelle ladite compétence a été attribuée ;
- 5) « organisme de contrôle » : tiers indépendant auquel l'autorité compétente a délégué certaines tâches de contrôle;
- 6) « audit »: un examen méthodique et indépendant visant à déterminer si les activités et les résultats y afférents satisfont aux dispositions préétablies et si ces dispositions sont mises en oeuvre de façon effective et permettent d'atteindre les objectifs ;
- 7) « inspection »: l'examen de tout aspect des produits de la pêche en vue de s'assurer qu'il est conforme aux prescriptions de la législation relative aux produits de la pêche ;
- 8) « suivi »: la réalisation d'une séquence planifiée d'observations ou de mesures conçue pour vérifier le niveau de conformité avec la législation relative aux produits de la pêche ;
- 9) «surveillance»: l'observation minutieuse d'une ou de plusieurs entreprises du secteur des produits de la pêche, d'un ou de plusieurs exploitants de ce secteur ou de leurs activités ;
- 10) « manquement à la législation »: le manquement à la législation relative aux produits de la pêche ;

11) « échantillonnage pour analyse »: le prélèvement de produits de la pêche ou de toute autre substance (y compris dans l'environnement) intervenant dans la production, la transformation ou la distribution de produits de la pêche, en vue d'en vérifier par analyse la conformité avec la législation relative aux produits de la pêche ;

12) « conservation sous contrôle officiel »: la procédure selon laquelle l'autorité compétente s'assure que des produits de la pêche ne sont pas déplacés ou altérés en attendant que soit prise une décision sur leur destination. Elle inclut l'entreposage par les exploitants du secteur alimentaire conformément aux instructions de l'autorité compétente ;

13) « contrôle documentaire »: l'examen des documents commerciaux et, s'il y a lieu, des documents requis en vertu de la législation relative aux produits de la pêche qui accompagnent le lot ;

14) « contrôle d'identité »: un examen visuel destiné à vérifier si les certificats ou les autres documents qui accompagnent le lot correspondent à l'étiquetage et au contenu du lot ;

15) « contrôle physique »: contrôle de la denrée alimentaire même, pouvant comporter des contrôles des moyens de transport, de l'emballage, de l'étiquetage et de la température, un prélèvement d'échantillons pour analyse et un examen en laboratoire et tout autre contrôle nécessaire pour vérifier le respect de la législation relative aux produits de la pêche ;

16) « plan de contrôle »: une description établie par l'autorité compétente, contenant des informations générales sur la structure et l'organisation de ses systèmes de contrôles officiels.

17) « HACCP - Hazard Analysis and Critical Control Point » : Analyse des risques et maîtrise des points critiques.

18) « "Etablissement » : toute unité d'une entreprise de produits de la pêche.

19) «vétérinaire officiel»: un vétérinaire habilité, en vertu du présent règlement, à agir en cette capacité et nommé par l'autorité compétente ;

20) «vétérinaire agréé»: un vétérinaire désigné par l'autorité compétente en vue d'exécuter pour le compte de cette dernière des contrôles officiels spécifiques sur les exploitations ;

21) «auxiliaire officiel»: un auxiliaire habilité, en vertu du présent règlement, à agir en cette capacité, nommé par l'autorité compétente et travaillant sous l'autorité et la responsabilité d'un vétérinaire officiel ;

22) «marque de salubrité», une marque indiquant, lorsqu'elle a été apposée, que des contrôles officiels ont été effectués conformément au présent règlement.

## TITRE II - CONTROLES OFFICIELS

### CHAPITRE I - OBLIGATIONS GÉNÉRALES

#### **Article 3** - Obligations générales concernant l'organisation des contrôles officiels

1. Les contrôles officiels sont effectués régulièrement en fonction du risque et à une fréquence adéquate pour atteindre les objectifs visés par le présent arrêté, en tenant compte des éléments suivants :

- a) les risques identifiés liés aux produits de la pêche, aux établissements de traitement des produits de la pêche (à terre et à bord), à l'utilisation de produits de la pêche ou de tout processus, matériel, substance, activité ou opération susceptible d'influer sur la sécurité des produits de la pêche ;
- b) les antécédents des exploitants du secteur alimentaire en matière de respect de la législation relative aux produits de la pêche ;
- c) la fiabilité de leurs propres contrôles déjà effectués ;
- d) toute information donnant à penser qu'un manquement pourrait avoir été commis.

2. Les contrôles officiels sont effectués sans préavis, sauf dans des cas tels que les audits annuels pour lesquels il est nécessaire de notifier préalablement aux exploitants (armateurs et usiniers).

3. Les contrôles officiels sont réalisés à n'importe quel stade de la production, de la transformation et de la distribution des produits de la pêche. Ils comprennent des contrôles des établissements de traitement des produits de la pêche (à terre et à bord), de l'utilisation de produits de la pêche, de leur stockage ou de tout processus, matériel, substance, activité ou opération, y compris le transport, faisant intervenir des produits de la pêche, requis en vue d'atteindre les objectifs du présent arrêté.

### CHAPITRE II - AUTORITE COMPETENTE

#### **Article 4** - Désignation de l'autorité compétente et critères opérationnels

1. Le Ministère chargé des pêches, est l'autorité compétente de l'Etat à laquelle incombe la responsabilité des objectifs et contrôles officiels prévus par le présent arrêté.

2. L'autorité compétente veille :

- a) à l'efficacité et l'opportunité des contrôles officiels concernant les produits de la pêche à tous les stades de la production, de la transformation et de la distribution des aliments ;
- b) à ce que le personnel effectuant les contrôles officiels soit libre de tout conflit d'intérêt ;
- c) à posséder des laboratoires d'une capacité appropriée pour effectuer les examens ainsi qu'un personnel dûment qualifié et expérimenté en nombre suffisant pour pouvoir exécuter les contrôles officiels et s'acquitter des obligations de contrôle de manière efficace et effective, ou à avoir accès à ces laboratoires ;
- d) à posséder des installations et des équipements appropriés et correctement entretenus qui permettent au personnel d'effectuer les contrôles officiels de manière efficace et effective ;
- e) à être investie des compétences légales nécessaires pour effectuer les contrôles officiels et prendre les mesures prévues par le présent arrêté ;
- f) à disposer de plans d'intervention et à être en mesure de mettre ces plans en oeuvre en cas d'urgence ;
- g) à ce que les exploitants du secteur alimentaire soient tenus de se soumettre à toute inspection effectuée, conformément au présent décret, et d'assister le personnel de l'autorité compétente dans l'accomplissement de ses tâches.

3. L'autorité compétente garantit l'impartialité, la qualité et la cohérence des contrôles officiels à tous les niveaux. Les critères énumérés au paragraphe 2 doivent être pleinement respectés par chaque autorité habilitée à effectuer des contrôles officiels.

4. L'autorité compétente procède à des audits internes, ou peut faire procéder à des audits externes, et prend les mesures appropriées à la lumière de leurs résultats pour s'assurer que les objectifs fixés par le présent décret sont atteints. Ces audits font l'objet d'un examen indépendant et sont exécutés de manière transparente.

#### **Article 5** - Délégation des tâches spécifiques liées aux contrôles officiels

1. Le ministère chargé des pêches délègue les tâches spécifiques liées aux contrôles officiels, conformément aux paragraphes 2 à 3, à l'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches (IMROP), ci-après dénommé IMROP ou bien organisme de contrôle.

2. Le ministère chargé des pêches délègue des tâches spécifiques liées aux contrôles officiels à l'IMROP, en lui attribuant les moyens de fonctionnement nécessaires à leur exécution dans les conditions suivantes :

- a) Dans les plans d'actions sont définis les tâches déléguées à l'IMROP et les moyens pour les exécuter ;

- b) l'IMROP doit :
  - i) posséder l'expertise, l'équipement et les infrastructures nécessaires pour exécuter les tâches qui lui sont déléguées ;
  - ii) disposer d'un personnel dûment qualifié et expérimenté en nombre suffisant ;
  - iii) être impartial et n'avoir aucun conflit d'intérêts en ce qui concerne l'exercice des tâches qui lui sont déléguées ;
- c) travailler et être accrédité conformément aux normes en vigueur relatives aux critères généraux pour le fonctionnement des différents types d'organismes procédant à l'inspection aux fins des tâches déléguées en question ;
- d) les laboratoires de l'IMROP opèrent conformément aux normes visées à l'article 11, paragraphe 2 ;
- e) l'IMROP communique les résultats des contrôles effectués à l'autorité compétente à intervalles réguliers et à la demande de cette dernière. Lorsque les résultats des contrôles révèlent ou font soupçonner un manquement, l'IMROP en informe immédiatement l'autorité compétente ;
- f) une coordination efficace et effective entre l'autorité compétente ayant donné délégation et l'IMROP est assurée.

3. L'autorité compétente organise, si nécessaire, des audits ou des inspections de l'IMROP pour s'assurer qu'il s'acquitte correctement des tâches qui lui ont été déléguées. Le cas échéant, des mesures correctives adéquates doivent être prises dans les meilleurs délais.

#### **Article 6 - Personnel effectuant des contrôles officiels**

L'IMROP veille à ce que l'ensemble de son personnel chargé de procéder aux contrôles officiels :

- a) reçoive, dans son domaine de compétence, une formation appropriée lui permettant de s'acquitter avec compétence de ses obligations et d'effectuer les contrôles officiels de façon cohérente. Cette formation porte, selon les besoins, sur les domaines visés à l'annexe I, chapitre I ;
- b) bénéficie régulièrement d'une mise à niveau dans son domaine de compétence et reçoive au besoin une formation complémentaire périodique,
- c) possède des aptitudes en matière de coopération pluridisciplinaire.

#### **Article 7 - Procédures de contrôle et de vérification**

1. L'IMROP effectue les contrôles officiels conformément à des procédures documentées. Ces procédures comportent des informations et des instructions à l'intention du personnel effectuant les contrôles officiels, notamment en ce qui concerne les domaines visés à l'annexe I, chapitre II.

2. L'autorité compétente veille à l'instauration de procédures juridiques garantissant que le personnel de l'IMROP a accès aux locaux des établissements et à la documentation qu'ils détiennent afin qu'il puisse accomplir convenablement leurs tâches.

3. L'autorité compétente et l'IMROP se dotent de procédures pour :

- a) vérifier l'efficacité des contrôles officiels effectués,
- b) garantir que des mesures correctives sont prises en cas de nécessité et que la documentation mentionnée au paragraphe 1 soit mise à jour, le cas échéant.

4. L'autorité compétente peut définir des orientations et effectuer des recommandations en matière de contrôles officiels concernant :

- a) la mise en oeuvre des principes HACCP ;
- b) les systèmes de gestion que les exploitants instaurent en vue de satisfaire aux prescriptions de la législation relative aux produits de la pêche ;
- c) la sécurité microbiologique, physique, chimique et toxique des produits de la pêche.

### **Article 8** – Rapports

1. L'IMROP établit des rapports sur les contrôles officiels qu'elle a effectués.

2. Ces rapports contiennent une description de l'objectif des contrôles officiels, des méthodes de contrôle appliquées, des résultats des contrôles officiels et, le cas échéant, des mesures que doit prendre l'exploitant concerné.

3. L'IMROP communique à l'exploitant concerné une copie du rapport visé au paragraphe 2, au moins en cas de manquement à la législation.

### **Article 9** - Activités, méthodes et techniques de contrôle

1. Les tâches liées aux contrôles officiels sont en général effectuées à l'aide de méthodes et techniques de contrôle appropriées telles que le suivi, la surveillance, la vérification, l'audit, l'inspection, l'échantillonnage et l'analyse.

2. Les contrôles officiels des produits de la pêche comprennent, entre autres, les activités suivantes :



- a) l'examen de tout système de contrôle mis en place par les exploitants des produits de la pêche et des résultats obtenus,
- b) l'inspection :
  - i) des installations de production primaire, des établissements de traitement des produits de la pêche, y compris leurs alentours, locaux, bureaux, équipements, installations et machines, des transports ainsi que des produits de la pêche,
  - ii) des matières premières, des ingrédients, des auxiliaires technologiques et des autres produits utilisés lors de la préparation et de la production des produits de la pêche,
  - iii) des produits semi-finis,
  - iv) des matériaux et des objets destinés à entrer en contact avec les produits de la pêche,
  - v) des produits et des procédés de nettoyage et d'entretien, et des pesticides,
  - vi) de l'étiquetage, de la présentation et de la publicité,
- c) les contrôles des conditions d'hygiène dans des établissements de traitement des produits de la pêche,
- d) l'évaluation des procédures en matière de bonnes pratiques de fabrication (BPF), de bonnes pratiques d'hygiène (BPH) et de principes HACCP, compte tenu de l'utilisation, le cas échéant, de guides rédigés conformément à la législation,
- e) l'examen des documents écrits et d'autres données qui peuvent se révéler utiles pour évaluer le respect de la législation relative aux produits de la pêche,
- f) les entretiens avec les responsables des établissements de produits de la pêche ainsi qu'avec leur personnel,
- g) le relevé des valeurs enregistrées par les instruments de mesure mis en place par l'établissement de traitement des produits de la pêche,
- h) les contrôles effectués avec les propres instruments de l'autorité compétente pour vérifier les mesures prises par les responsables des établissements de traitement des produits de la pêche,
- i) toute autre activité destinée à assurer la réalisation des objectifs du présent décret.

### **CHAPITRE III - ECHANTILLONNAGE ET ANALYSE**

#### **Article 10** - Méthodes d'échantillonnage et d'analyse

1. Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse utilisées dans le cadre des contrôles officiels sont conformes à la réglementation nationale applicable ou si de telles règles n'existent pas, à des règles ou à des protocoles reconnus sur le plan international, par exemple ceux qui ont été acceptés par le Codex Alimentarius.

2. L'IMROP établit des procédures propres à garantir aux responsables des établissements des produits de la pêche dont les produits sont soumis à un échantillonnage et à une analyse le droit de demander un rapport d'expertise complémentaire, en cas de recours ou d'arbitrage, sur les échantillons prélevés qui doivent être en quantité suffisante pour garantir au moins une double analyse.

3. Les échantillons doivent être manipulés et étiquetés de manière à en garantir à la fois leur validité juridique et analytique, en particulier ceux prélevés dans le cadre du paragraphe 2. A ces fins l'IMROP établit, autant que de besoin, les protocoles d'échantillonnage propre à chaque type de critère (microbiologique, chimique, biotoxine marine et organoleptique) conformément au paragraphe 1.

#### **Article 11** - Laboratoires officiels

1. L'autorité compétente désigne les laboratoires habilités à procéder à l'analyse des échantillons prélevés au cours des contrôles officiels.

2. Toutefois, l'autorité compétente peut désigner uniquement des laboratoires qui exercent leurs activités et sont évalués et accrédités conformément à la norme européenne suivante ou à une norme internationale équivalente :

- EN ISO/CEI 17025 «Prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnage et d'essais»;

3. L'autorité compétente peut annuler la désignation visée au paragraphe 1 lorsque les conditions visées au paragraphe 2 ne sont plus remplies.

### **CHAPITRE IV - GESTION DES CRISES**

#### **Article 12** - Plans d'intervention pour les produits de la pêche

1. Un plan opérationnel d'intervention, établi par l'IMROP, est soumis à l'autorité compétente pour définir les mesures à mettre en oeuvre sans retard lorsqu'il se révèle que des produits de la pêche présentent un risque grave pour les êtres humains, soit directement, soit à travers l'environnement.

2. Ce plan d'intervention précise :

- a) les autorités administratives devant intervenir;
- b) leurs pouvoirs et leurs responsabilités,

- c) les voies et les procédures à suivre pour l'échange d'informations entre les acteurs concernés.

3. L'autorité compétente réexamine ce plan d'intervention, le cas échéant, en particulier à la lumière de changements dans l'organisation de l'autorité compétente et de l'expérience acquise par l'organisme de contrôle.

## **CHAPITRE V - FINANCEMENT DES CONTROLES OFFICIELS**

### **Article 13** - Principe général

L'Etat veille à ce que des ressources financières adéquates soient dégagées par tous les moyens jugés appropriés, y compris par la fiscalité générale, par l'instauration de redevances ou de taxes, de subvention, afin de disposer du personnel et des autres ressources nécessaires pour les contrôles officiels dont ceux délégués à l'organisme de contrôle.

### **Article 14** - Dépenses résultant de contrôles officiels additionnels

Lorsque la détection d'un manquement à la législation donne lieu à des contrôles officiels dépassant les activités de contrôle normales de l'organisme de contrôle, cette dernière impute aux exploitants responsables du manquement ou peut imputer à l'exploitant propriétaire ou détenteur des marchandises au moment où les contrôles officiels additionnels sont effectués, les dépenses résultant des contrôles officiels additionnels.

Les activités de contrôle normales sont les activités de contrôle de routine requises par la législation nationale, et notamment celles décrites dans le plan prévu à l'article 19. Les activités dépassant les activités de contrôle normales incluent le prélèvement et l'analyse d'échantillons ainsi que d'autres contrôles nécessaires pour déterminer l'ampleur d'un problème, pour vérifier si des mesures correctives ont été prises ou pour détecter et/ou établir l'existence d'un manquement à la législation.

## **CHAPITRE VI – AGREMENT DES ETABLISSEMENTS**

### **Article 15** - Enregistrement/agrément d'établissements du secteur alimentaire

1. L'IMROP :

- a) définit les procédures que doivent suivre les responsables des établissements de traitement des produits de la pêche lorsqu'ils sollicitent l'enregistrement de leurs établissements

conformément à la réglementation fixant les conditions d'enregistrement des établissements.

b) établit et tient à jour une liste des établissements qui ont été enregistrés.

## 2. L'IMROP :

a) définit les procédures que doivent suivre les responsables des établissements de production des produits de la pêche lorsqu'ils sollicitent l'agrément de leurs établissements conformément à la réglementation fixant les conditions d'agrément des établissements.

b) procède à une visite sur le terrain lorsqu'elle reçoit une demande d'agrément présentée par un exploitant;

c) n'accorde l'agrément à un établissement pour les activités concernées que si l'exploitant a apporté la preuve qu'il satisfait aux exigences pertinentes de la législation sur les produits de la pêche ;

d) peut accorder un agrément conditionnel lorsqu'il apparaît que l'établissement respecte toutes les exigences en matière d'infrastructure et d'équipement. Elle n'accorde l'agrément définitif que dans le cas où un nouveau contrôle officiel, effectué dans les trois mois qui suivent l'octroi de l'agrément conditionnel, fait apparaître que l'établissement respecte les autres exigences pertinentes de la législation applicable en matière de produits de la pêche. Si de nets progrès ont été réalisés, mais que l'établissement ne respecte toujours pas toutes ces prescriptions, l'organisme de contrôle peut prolonger l'agrément conditionnel. La durée de l'agrément conditionnel ne peut cependant pas dépasser six mois au total ;

e) examine l'agrément des établissements lorsqu'il effectue des contrôles officiels et, s'il décèle des irrégularités graves ou est contrainte d'arrêter la production dans un établissement à plusieurs reprises et que l'exploitant du secteur alimentaire n'est pas en mesure de fournir des garanties adéquates en ce qui concerne la production future, elle engage les procédures visant à retirer l'agrément de l'établissement ;

Toutefois, elle peut suspendre l'agrément délivré à un établissement si l'exploitant peut garantir qu'il remédiera aux irrégularités dans un délai raisonnable.

f) tient à jour une liste des établissements ayant reçu l'agrément.

### **Article 16** : Dispositions spéciales applicables aux établissements

1. En ce qui concerne les navires-usines et les navires congélateurs, les périodes maximales de trois et six mois relatives à l'agrément conditionnel des établissements peuvent être prolongées. Toutefois, la durée d'un agrément conditionnel ne peut pas dépasser douze mois au total. Les inspections de ces navires ont lieu comme indiqué à l'annexe III, chapitre 1, point 3.

2. L'autorité compétente donne à tous les établissements agréés, y compris ceux ayant obtenu un agrément conditionnel, un numéro d'agrément, auquel des codes peuvent être ajoutés pour indiquer les types de produits de la pêche fabriqués. En ce qui concerne les marchés de gros, des numéros secondaires indiquant les unités ou groupes d'unités de vente ou de fabrication de produits de la pêche peuvent être ajoutés au numéro d'agrément.

Pour les marchés de gros, l'autorité compétente peut retirer ou suspendre l'agrément pour certaines unités ou groupes d'unités.

3. Les paragraphes 1, 2 et 3 s'appliquent également aux établissements qui ont commencé la mise sur le marché des produits de la pêche à la date d'application du présent arrêté ou après cette date.

**Article 17** - Principes généraux en matière de contrôles officiels concernant tous les produits de la pêche, dont les mollusques bivalves vivants, qui entrent dans le champ d'application du présent arrêté.

1. L'autorité compétente veille à ce que les exploitants du secteur des produits de la pêche fournissent toute l'assistance requise pour garantir l'exécution efficace des contrôles officiels par l'autorité compétente. Ils veillent notamment :

- à donner accès à tous bâtiments, locaux, installations ou autres infrastructures,
- à présenter tout document ou registre requis en vertu du présent règlement ou que l'autorité compétente juge nécessaire pour évaluer la situation.

2. L'autorité compétente effectue des contrôles officiels afin de s'assurer que les exploitants du secteur des produits de la pêche respectent les exigences prévues par la réglementation relative aux règles d'hygiène applicables aux produits de la pêche et aux mollusques bivalves vivants.

3. Les contrôles officiels visés au paragraphe 1 comprennent :

- a) des audits concernant les bonnes pratiques d'hygiène et les procédures basées sur l'analyse des risques et la maîtrise des points critiques (HACCP) ;
- b) les contrôles officiels définis au point 9 ;
- c) toute tâche particulière d'audit définie aux annexes.

4. Les audits concernant les bonnes pratiques d'hygiène visant à vérifier que les exploitants du secteur des produits de la pêche appliquent d'une manière courante et correcte des procédures concernant au moins les points suivants :

- a) les contrôles des informations relatives à la chaîne alimentaire,
- b) la conception et l'entretien des locaux et des équipements,

- c) l'hygiène préopérationnelle, opérationnelle et postopérationnelle,
- d) l'hygiène du personnel,
- e) la formation en matière d'hygiène et de procédures de travail,
- f) la lutte contre les nuisibles,
- g) la qualité de l'eau,
- h) le contrôle de la température,
- i) les contrôles des produits de la pêche entrant et sortant de l'établissement et de tout document qui les accompagne.

5. Les audits concernant les procédures fondées sur le système HACCP visent à vérifier que les exploitants du secteur alimentaire appliquent ces procédures d'une manière permanente et correcte. Ils établissent notamment si les procédures garantissent, dans la mesure du possible, que les produits de la pêche :

- a) sont conformes aux critères fixés par la réglementation en vigueur notamment microbiologiques, chimiques et biotoxines marines, ainsi qu'aux autres critères prévus dans la réglementation ;
- b) ne présentent pas de risques physiques tels que des corps étrangers. Lorsque, conformément à la réglementation relative aux règles d'hygiène applicables aux mollusques bivalves vivants, aux produits de la pêche et aux exploitants du secteur alimentaire, un exploitant du secteur des produits de la pêche recourt aux procédures indiquées dans les guides pour l'application des principes du système HACCP plutôt que d'établir ses propres procédures spécifiques, le contrôle doit servir à vérifier que ces guides sont utilisés correctement.

6. La vérification du respect des exigences concernant l'application de marques d'identification, telles que définies dans la réglementation en vigueur, s'effectue dans tous les établissements agréés conformément à ladite réglementation, en plus du contrôle du respect d'autres exigences en matière de traçabilité.

7. Lors de l'exécution des tâches d'audit, l'autorité compétente veille tout particulièrement à :

- a) déterminer si le personnel et ses activités dans l'établissement, à tous les stades du processus de production, respectent les exigences pertinentes fixées par la réglementation relative aux règles d'hygiène applicables aux mollusques bivalves vivants, aux produits de la pêche et aux exploitants du secteur alimentaire. Pour compléter son contrôle, l'autorité compétente peut effectuer des contrôles d'aptitude afin de s'assurer que les compétences du personnel satisfont à des paramètres spécifiés ;

- b) vérifier tous les enregistrements pertinents des exploitants du secteur des produits de la pêche;
- c) prélever des échantillons pour des analyses en laboratoire, lorsque cela est nécessaire,
- d) justifier les éléments pris en compte et les résultats de l'audit.

8. La nature et l'intensité des tâches d'audit concernant chaque établissement sont fonction du risque estimé. A cette fin, l'autorité compétente évalue régulièrement :

- a) les risques pour la santé publique,
- b) le type de traitement effectué et sa production,
- c) les enregistrements antérieurs de l'exploitant du secteur des produits de la pêche en ce qui concerne le respect de la législation relative aux produits de la pêche.

9. L'autorité compétente veille à ce que :

- la production et la mise sur le marché de mollusques bivalves vivants soient soumises à des contrôles officiels tels que prévus à l'annexe II ;
- l'autorité compétente veille à ce que les contrôles officiels relatifs aux produits de la pêche s'effectuent conformément à l'annexe III.

Les annexes II et III, peuvent être modifiées ou complétées afin de tenir compte des progrès scientifiques et techniques et des nécessités réglementaires.

## **CHAPITRE VII – CERTIFICATION OFFICIELLE**

**Article 18** - Principes régissant la certification officielle relative à la salubrité des produits de la pêche destinés à la consommation humaine

1. Les conditions de la certification sont précisées :

- a) circonstances dans lesquelles une certification officielle est requise,
- b) le modèle de certificat sanitaire,
- c) les qualifications du personnel responsable de la certification,
- d) les principes à respecter pour garantir une certification fiable, y compris la certification électronique,

- e) les procédures à suivre en cas de retrait de certificats sanitaires et pour les certificats de remplacement;
- f) les documents qui doivent suivre les marchandises après l'accomplissement des contrôles officiels.

2. Lorsqu'une certification officielle est exigée, il y a lieu de veiller à :

- a) l'existence d'un lien entre le certificat sanitaire et le lot,
- b) la précision et l'authenticité des informations figurant dans le certificat sanitaire.

### **TITRE III - PLAN DE CONTROLE ANNUEL**

#### **Article 19** - Principes régissant l'élaboration du plan de contrôle annuel

1. L'IMROP, met en oeuvre un plan de contrôle annuel et le révisé à la lumière de l'évolution intervenue. Ce plan annuel est soumis à l'autorité compétente.

2. Chaque plan de contrôle annuel contient des informations générales sur la structure et l'organisation des systèmes de contrôle des produits de la pêche, en particulier sur :

- a) les objectifs stratégiques du plan et la manière dont ils sont pris en compte dans l'établissement de priorités de contrôle et la répartition des ressources ;
- b) la catégorisation des risques des activités concernées ;
- c) les tâches de l'IMROP aux niveaux central et local, ainsi que les ressources dont il dispose ;
- d) l'organisation et la gestion générales des contrôles officiels aux niveaux national, régional et local, y compris les contrôles officiels dans les divers établissements ;
- e) les systèmes de contrôle appliqués aux différents secteurs et la coordination entre les différents services chargés des contrôles officiels dans ces secteurs ;
- f) les méthodes mises en oeuvre pour garantir le respect des critères opérationnels visés à l'article 4, paragraphe 2 ;
- g) la formation du personnel effectuant les contrôles officiels visés à l'article 6 ;
- h) les procédures documentées visées aux articles 7 et 8 ;



- i) l'organisation et la mise en oeuvre de plans d'urgence en cas de survenance de maladies d'origine alimentaire, d'incidents liés à une contamination des produits de la pêche et d'autres risques pour la santé humaine.
3. Le plan de contrôle national annuel peut être ajusté durant sa mise en oeuvre. Des modifications peuvent être apportées à la lumière ou pour tenir compte de facteurs tels que :
- a) de nouvelles dispositions juridiques,
  - b) l'apparition de nouvelles maladies ou d'autres risques pour la santé,
  - c) des modifications importantes dans la structure, la gestion ou le fonctionnement de l'autorité compétente nationale,
  - d) les résultats des contrôles officiels effectués et des résultats scientifiques.

**Article 20** – Lignes directrices pour le plan de contrôle annuel

Ces lignes directrices doivent notamment :

- a) promouvoir une stratégie cohérente, globale et intégrée pour les contrôles officiels de l'application de la législation relative aux produits de la pêche;
- b) identifier les priorités en fonction des risques et les critères applicables à la catégorisation des risques des activités concernées ainsi que les procédures de contrôle les plus efficaces;
- c) identifier les stades de la production, de la transformation et de la distribution des produits de la pêche qui fournissent les informations les plus fiables et les plus significatives concernant le respect de la législation applicable à ces produits ;
- d) encourager l'adoption des meilleures pratiques à tous les niveaux du système de contrôle ;
- e) promouvoir la mise au point de contrôles efficaces des systèmes de traçabilité ;
- f) fournir des conseils sur la mise au point de systèmes enregistrant l'efficacité et des résultats des actions de contrôle ;
- g) refléter les normes et les recommandations émises par les organismes internationaux compétents, concernant l'organisation et le fonctionnement des services officiels ;
- h) fixer des critères pour la réalisation des audits visés à l'article 4, paragraphe 4;
- i) définir la structure et le contenu des rapports annuels requis à l'article 21.

## **Article 21** - Rapports annuels

1. Un rapport annuel est fourni à l'autorité compétente, indiquant :
  - a) toute modification apportée au plan de contrôle national,
  - b) les résultats des contrôles et des audits effectués l'année précédente conformément aux dispositions du plan de contrôle national,
  - c) le type et le nombre de cas de manquement relevés,
  - d) les mesures destinées à assurer la mise en oeuvre efficace du plan de contrôle annuel, y compris les mesures coercitives et leurs effets.
2. L'organisme de contrôle met au point son rapport et le transmet à l'autorité compétente dans un délai de six mois à compter de la fin de l'année sur laquelle il porte.
3. Ce rapport peut comporter, le cas échéant, des recommandations concernant les améliorations possibles des systèmes de contrôle officiel et d'audit, notamment en ce qui concerne leur portée, leur gestion et leur mise en oeuvre ;
4. Le plan de contrôle national et les lignes directrices y afférentes sont ajustés, le cas échéant, en fonction des conclusions et des recommandations figurant dans le rapport.

## **Article 22** - Contrôles de l'autorité compétente

1. Des audits et des inspections spécifiques sont organisés, à la demande du ministère chargé de la pêche, afin de vérifier que, en règle générale, les contrôles officiels effectués se déroulent conformément au plan de contrôle annuel visé à l'article 19.
2. Ces audits et inspections spécifiques ont notamment pour objet de :
  - a) vérifier la mise en oeuvre du plan de contrôle annuel, de la législation relative aux produits de la pêche et ils peuvent comprendre, le cas échéant, des inspections sur place des services officiels de l'organisme de contrôle et des installations liées au secteur faisant l'objet de l'audit ;
  - b) vérifier le fonctionnement et l'organisation de l'autorité compétente et de l'organisme de contrôle ;
  - c) enquêter sur des problèmes importants ou récurrents.
3. Le responsable de l'inspection ou de l'audit, désigné par le ministre chargé des pêches, établit un rapport sur les constatations faites lors de chaque contrôle effectué. Ce rapport contient, le cas échéant, des recommandations adressées par le ministère chargé de la pêche en vue d'un meilleur

respect de la législation relative aux produits de la pêche. Les observations de l'autorité compétente sont prises en compte lors de l'élaboration du rapport définitif.

4. L'autorité compétente et l'organisme de contrôle doivent prendre des mesures de suivi appropriées à la lumière des recommandations formulées dans le rapport à la suite des contrôles.

## **TITRE IV - MESURES COERCITIVES NATIONALES**

### **Article 23** - Mesures en cas de manquement

1. Lorsque l'organisme de contrôle relève un manquement, il prend les mesures nécessaires pour que l'exploitant remédie à cette situation. Lorsqu'il détermine les mesures à prendre, l'organisme de contrôle tient compte de la nature du manquement et des antécédents de cet exploitant en matière de manquements.

2. Ces mesures comprennent, le cas échéant, les dispositions suivantes :

- a) imposer des procédures sanitaires ou toute autre mesure jugée nécessaire pour garantir la sécurité des produits de la pêche ou le respect de la législation relative à ces produits ;
- b) restreindre ou interdire la mise sur le marché, l'importation ou l'exportation de produits de la pêche ;
- c) superviser et, si cela est nécessaire, ordonner le rappel, le retrait et/ou la destruction de produits de la pêche ;
- d) suspendre les activités ou fermer tout ou partie de l'établissement concerné pour une durée appropriée ;
- e) suspendre ou retirer l'agrément de l'établissement ;
- f) prendre toute autre mesure jugée appropriée par l'autorité compétente.

3. L'organisme de contrôle transmet à l'exploitant concerné ou à son représentant :

- a) une notification écrite de sa décision concernant les mesures à prendre en vertu du paragraphe 1, ainsi que la motivation de sa décision,
- b) des informations sur ses droits de recours contre de telles décisions, ainsi que sur la procédure et les délais applicables.

4. Toutes les dépenses exposées en application du présent article sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 24-** Sanctions

Les infractions au présent arrêté seront punies conformément aux dispositions de l'article 72 de la Loi n° 2000-025 du 24 janvier 2000 portant Code des Pêches.

### **TITRE V – DISPOSITIONS FINALES**

**Article 25** : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêtés et notamment les arrêtés conjoints d'application n° 1058 et 1059 du 17 novembre 2005 portant respectivement sur les conditions d'hygiène et de salubrité applicables aux établissements à terre de traitement des produits de la pêche et sur les conditions d'hygiène et les critères de salubrité et de qualité applicables aux produits de la pêche.

**Article 26** Le Secrétaire Général du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, Le Secrétaire Général du Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, le Secrétaire Général du Ministre de la Santé et des Affaires Sociales et le Directeur du Cabinet du Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de l'Environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Nouakchott, le 16 novembre 2006

LE MINISTRE DES PECHEES ET DE  
L'ECONOMIE MARITIME  
SIDI MOHAMED OULD SIDINA

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE  
L'ARTISANAT ET DU TOURISME  
BA ABDERRAHMANE

LE MINISTRE DE LA SANTE ET DES  
AFFAIRES SOCIALES  
SAADNA OULD BAHADA

LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU PREMIER  
MINISTRE CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT  
MOHAMED LEMINE OULD ABOYE OULD  
CHEIKH EL HADRAMI

**P.C.C.C**

**Le Secrétaire Général du Ministère des  
Pêches et de l'Economie Maritime  
Mohamed Abderrahmane Ould Abeid**

#### Ampliations :

-	MSG/PR	3
-	SGG	3
-	MPEM	10
-	MCAT	10
-	MSAS	10
-	SEPME	10
-	Ts Dpts	30
-	A.N.	3
-	J.O.	3



## **ANNEXE I - AUTORITE COMPETENTE**

### **CHAPITRE I: THEMES POUR LA FORMATION DU PERSONNEL CHARGE DES CONTROLES OFFICIELS**

1. Les différentes techniques de contrôle telles que l'audit, l'échantillonnage et l'inspection.
2. Les procédures de contrôle.
3. La législation relative aux produits de la pêche.
4. Les différents stades de la production, de la transformation et de la distribution, ainsi que les risques potentiels qui en découlent pour la santé humaine et, le cas échéant, pour l'environnement.
5. L'évaluation du non respect de la législation relative aux produits de la pêche.
6. Les dangers liés aux produits de la pêche.
7. L'évaluation de l'application des procédures HACCP.
8. Les systèmes de gestion tels que les programmes d'assurance de la qualité appliqués par les entreprises du secteur des produits de la pêche et leur évaluation, dans la mesure où ils sont utiles pour satisfaire aux dispositions de la législation relative aux produits de la pêche.
9. Les procédures juridiques et les incidences des contrôles officiels.
10. L'examen des documents écrits et autres données, y compris celles qui ont trait aux tests d'aptitude, à l'agrément et à l'évaluation des risques, qui peuvent se révéler utiles pour évaluer le respect de la législation relative aux produits de la pêche; cela peut inclure des aspects financiers et commerciaux.

### **CHAPITRE II: QUESTIONS RELATIVES AUX PROCEDURES DE CONTROLE**

1. L'organisation de l'autorité compétente et les relations avec l'organisme de contrôle auquel ont été déléguées des tâches liées à ces contrôles officiels.
3. La description des objectifs à atteindre.
4. Les tâches, responsabilités et obligations du personnel.
5. Les procédures d'échantillonnage, les méthodes et techniques de contrôle, l'interprétation des résultats et les décisions prises en conséquence.

6. Les programmes de contrôle et de surveillance.
7. Les mesures à prendre à la suite des contrôles officiels.
8. La coopération avec d'autres services ou départements qui peuvent avoir des responsabilités en la matière.
9. La vérification de l'adéquation des méthodes d'échantillonnage, des méthodes d'analyse et des tests de détection.
10. Toute autre activité ou information nécessaire à un fonctionnement efficace des contrôles officiels.

## ANNEXE II : MOLLUSQUES BIVALVES VIVANTS

### CHAPITRE I - CONTROLES OFFICIELS RELATIFS AUX MOLLUSQUES BIVALVES VIVANTS PROVENANT DES ZONES DE PRODUCTION CLASSEES

#### A. CLASSEMENT DES ZONES DE PRODUCTION ET DE REPARCAGE

1. L'autorité compétente doit fixer l'emplacement et les limites des zones de production et de reparcage qu'elle classe. Le cas échéant, elle peut accomplir cette tâche en coopération avec l'exploitant de mollusques bivalves.

2. L'autorité compétente doit classer les zones de production dans lesquelles elle autorise la récolte des mollusques bivalves selon trois classes différentes en fonction du niveau de contamination fécale mesurée par la méthode de référence pour cette analyse qui est le test du nombre le plus probable (NPP) à cinq tubes et trois dilutions spécifié par la norme XP ISO/TS 16649-3 et visé par la réglementation fixant les critères microbiologiques, chimiques et biotoxines marines applicables aux mollusques bivalves vivants et aux produits de la pêche. D'autres méthodes peuvent être utilisées si elles sont validées au regard de la méthode de référence, conformément aux critères fixés par la norme NF EN ISO 16140.

Le cas échéant, l'autorité compétente peut accomplir le classement des zones en coopération avec l'exploitant du secteur des mollusques bivalves.

3. L'autorité compétente peut classer en zones de classe A les zones dans lesquelles les mollusques bivalves vivants peuvent être récoltés pour la consommation humaine directe. Les mollusques bivalves vivants provenant de ces zones ne peuvent dépasser la limite de 230 *E. coli* par 100 g de chair et de liquide intervalvaire et doivent satisfaire aux normes sanitaires applicables aux mollusques bivalves vivants visées par la réglementation fixant les critères microbiologiques, chimiques et biotoxines marines applicables aux mollusques bivalves vivants et aux produits de la pêche.

4. L'autorité compétente peut classer en zones de classe B les zones dans lesquelles les mollusques bivalves vivants peuvent être récoltés, mais ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine qu'après avoir subi un traitement dans un centre de purification en vue de satisfaire aux normes sanitaires mentionnées au point 3. Les mollusques bivalves vivants provenant de ces zones ne peuvent dépasser la limite de 4 600 *E. coli* par 100 g de chair et de liquide intervalvaire.

5. L'autorité compétente peut classer en zones de classe C les zones dans lesquelles les mollusques bivalves vivants peuvent être récoltés, mais ne peuvent être mis sur le marché que s'ils satisfont aux normes sanitaires et au traitement prévu pour l'élimination des micro-organismes pathogènes, par la réglementation en vigueur. Les mollusques bivalves vivants provenant de ces zones ne peuvent dépasser la limite de 46 000 *E. coli* par 100 g de chair et de liquide intervalvaire.

6. Si l'autorité compétente décide, en principe, de classer une zone de production, elle doit :

- a) dresser un inventaire des sources de pollution d'origine humaine ou animale susceptibles de constituer une source de contamination de la zone de production ;



- b) examiner les quantités de polluants à l'origine de contaminations microbiologiques émises au cours des différentes périodes de l'année, en fonction des variations saisonnières de la population humaine et de la population animale dans le bassin hydrographique, des précipitations, du traitement des eaux résiduaires, etc. ;
- c) déterminer les caractéristiques de circulation des polluants, de la bathymétrie et du cycle des marées dans la zone de production.
- d) mettre en place un programme d'échantillonnage des mollusques bivalves dans la zone de production, basé sur l'examen de données établies, avec un nombre d'échantillons, une répartition géographique des points d'échantillonnage et une fréquence d'échantillonnage qui doit assurer que les résultats des analyses sont les plus représentatifs possible pour la zone considérée.

## B. CONTROLE DES ZONES DE PRODUCTION

1. Les zones de production classées doivent être contrôlées à intervalles réguliers afin de vérifier :

- a) qu'il n'y a pas de fraude sur l'origine, la provenance et la destination des mollusques bivalves vivants,
- b) la qualité microbiologique des mollusques bivalves vivants en fonction des zones de production,
- c) la présence possible de plancton toxigène dans les eaux de production ainsi que de biotoxines dans les mollusques bivalves vivants,
- d) la présence éventuelle de contaminants chimiques dans les mollusques bivalves vivants.

2. Aux fins de la mise en oeuvre du point 1 b), c) et d), il convient d'établir des plans d'échantillonnage prévoyant que ces contrôles doivent être effectués à intervalles réguliers ou au cas par cas si la récolte a lieu à des périodes irrégulières.

La répartition géographique des points d'échantillonnage et la fréquence d'échantillonnage doivent assurer que les résultats des analyses sont les plus représentatifs possibles pour la zone considérée.

3. Les plans d'échantillonnage visant à contrôler la qualité microbiologique des mollusques bivalves vivants doivent tenir compte en particulier :

- a) des variations probables de la contamination fécale,
- b) des paramètres indiqués à la partie A, point 6.

4. Les plans d'échantillonnage visant à rechercher la présence possible de plancton toxigène dans les eaux de production ainsi que de biotoxines dans les mollusques bivalves vivants doivent tenir compte en particulier des variations éventuelles de la présence de plancton contenant des biotoxines marines. L'échantillonnage doit comprendre :

- a) un échantillonnage périodique visant à détecter les changements dans la composition du plancton contenant des toxines et leur répartition géographique. Tout résultat permettant de suspecter une accumulation de toxines dans la chair des mollusques doit être suivi d'un échantillonnage intensif;

b) des tests périodiques de toxicité sur les mollusques de la zone affectée qui sont les plus sensibles à la contamination.

5. La fréquence d'échantillonnage en vue de l'analyse des toxines présentes dans les mollusques doit, en règle générale, être hebdomadaire au cours des périodes pendant lesquelles la récolte est autorisée. Cette fréquence peut être réduite pour des zones spécifiques ou pour des types spécifiques de mollusques, si une évaluation des risques relatifs à la présence de toxines ou de phytoplancton semble indiquer un risque très faible d'épisode toxique. Cette fréquence doit être augmentée lorsque cette évaluation indique qu'un échantillonnage hebdomadaire ne serait pas suffisant. L'évaluation des risques doit faire l'objet d'un réexamen périodique afin d'évaluer le risque d'apparition de toxines dans les mollusques bivalves vivants de ces zones.

6. Lorsque le taux d'accumulation des toxines est connu pour un groupe d'espèces élevées dans la même zone, l'espèce présentant le taux le plus élevé peut servir d'espèce de référence. Cela permettra d'exploiter toutes les espèces du groupe si les teneurs en toxines de l'espèce de référence sont inférieures aux limites réglementaires. Lorsque les teneurs en toxines de l'espèce de référence dépassent ces limites, la récolte des autres espèces est autorisée uniquement si des analyses complémentaires pratiquées sur ces espèces révèlent des teneurs en toxines inférieures aux limites.

7. En ce qui concerne la surveillance du plancton, les échantillons doivent être représentatifs de la colonne d'eau et fournir des informations sur la présence d'espèces toxiques et sur les évolutions de la population. En cas d'évolution de la population toxique pouvant entraîner une accumulation de toxines, la fréquence des échantillonnages des mollusques devra être accrue ou des mesures de fermeture préventive des zones concernées devront être appliquées jusqu'à l'obtention de résultats satisfaisants lors des analyses de toxines.

8. Les plans d'échantillonnage visant à contrôler la présence de contaminants chimiques doivent permettre de détecter tout dépassement des teneurs définies par la réglementation fixant les critères microbiologiques, chimiques et biotoxines marines applicables aux mollusques bivalves vivants et aux produits de la pêche.

### *C. DECISIONS CONSECUTIVES AU CONTROLE*

1. Lorsque les résultats de l'échantillonnage révèlent que les normes sanitaires concernant les mollusques ne sont pas respectées ou que la santé humaine est mise en péril, l'autorité compétente doit fermer la zone de production concernée, empêchant ainsi la récolte des mollusques bivalves vivants. Toutefois, l'autorité compétente peut reclasser une zone de production en zone de classe B ou C si cette zone satisfait aux critères pertinents énoncés dans la partie A et ne présente aucun autre risque pour la santé humaine.

2. L'autorité compétente ne peut autoriser la réouverture d'une zone de production fermée que si les normes sanitaires concernant les mollusques sont de nouveau conformes à la législation. Si l'autorité compétente ordonne la fermeture d'une zone de production en raison de la présence de plancton ou de teneurs excessives en toxines dans les mollusques, sa réouverture est conditionnée par deux analyses successives, pratiquées à quarante-huit heures d'intervalle au minimum, dont les résultats doivent se situer en deçà de la limite réglementaire.

L'autorité compétente peut tenir compte de l'information relative à l'évolution du phytoplancton lorsqu'elle prend cette décision. Lorsqu'il existe des données solides sur la dynamique de la toxicité d'une zone considérée, et pour autant que des données récentes indiquant la tendance à la baisse de la toxicité

soient disponibles, l'autorité compétente peut décider de rouvrir la zone lorsqu'un seul échantillonnage donne des résultats inférieurs à la limite réglementaire.

#### *D. PRESCRIPTIONS SUPPLEMENTAIRES EN MATIERE DE CONTROLE*

1. L'autorité compétente doit assurer la surveillance des zones de production classées où elle a interdit la récolte de mollusques bivalves ou l'a soumise à des conditions spéciales, afin d'éviter la commercialisation de produits dangereux pour la santé humaine.

2. Outre la surveillance des zones de production visée à la partie B, point 1, un système de contrôle incluant des tests de laboratoire doit être mis en place afin de vérifier le respect par les exploitants de mollusques bivalves des exigences applicables aux produits finaux à tous les stades de la production, de la transformation et de la distribution. Ce contrôle vise notamment à vérifier que les teneurs en biotoxines marines et en contaminants ne dépassent pas les limites de sécurité et que la qualité microbiologique des mollusques ne présente aucun danger pour la santé humaine.

#### *E. ENREGISTREMENT ET ECHANGE D'INFORMATIONS*

L'autorité compétente doit :

a) établir et tenir à jour une liste des zones de production, avec l'indication détaillée de leur emplacement, de leur délimitation et de leur classement, dans lesquelles les mollusques bivalves vivants peuvent être récoltés conformément aux exigences de la présente annexe. Cette liste doit être communiquée aux parties concernées par la présente annexe, notamment aux producteurs et aux responsables des centres de purification et des centres d'expédition ;

b) informer sans délai les parties concernées par la présente annexe, telles que les producteurs et les responsables des centres de purification et des centres d'expédition, de tout changement concernant l'emplacement, la délimitation ou le classement d'une zone de production, ou de sa fermeture, qu'elle soit temporaire ou définitive ;

c) intervenir rapidement lorsque les contrôles prescrits par la présente annexe indiquent qu'une zone de production doit être fermée ou reclassée ou peut être rouverte.

#### *F. AUTOCONTROLE EXERCE PAR LES EXPLOITANTS DE MOLLUSQUES BIVALVES*

En vue de se prononcer sur le classement, l'ouverture ou la fermeture des zones de production, l'autorité compétente peut prendre en compte les résultats des contrôles réalisés par les exploitants du secteur alimentaire ou par les organisations qui les représentent. Si tel est le cas, l'autorité compétente doit avoir désigné le laboratoire qui procédera à l'analyse et, le cas échéant, l'échantillonnage et l'analyse doivent avoir été réalisés conformément à un protocole convenu entre l'autorité compétente et les exploitants ou l'organisation concernés du secteur des mollusques bivalves.

## **ANNEXE III : CONTROLES OFFICIELS DE LA PRODUCTION ET DE LA MISE SUR LE MARCHÉ DES PRODUITS DE LA PÊCHE**

### **CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

1. Les contrôles officiels de la production et de la mise sur le marché des produits de la pêche doivent comprendre notamment :

- a) un contrôle régulier des conditions d'hygiène au débarquement et lors de la première vente,
- b) des inspections régulières des navires et des établissements à terre, y compris des halles de criée ou de marée et des marchés de gros, en vue de vérifier en particulier :
  - i) le cas échéant, si les conditions de l'agrément sont encore remplies,
  - ii) si les produits de la pêche sont manipulés correctement,
  - iii) le respect des exigences en matière d'hygiène et de température,
  - iv) la propreté des établissements, y compris les navires, et de leurs installations et équipements, et l'hygiène du personnel,
- c) un contrôle des espèces concernées par les normes de commercialisation pour les catégories de fraîcheur, de calibrage et le respect des tailles minimales biologiques fixés selon la réglementation relative aux règles d'hygiène applicables aux mollusques bivalves vivants, aux produits de la pêche et aux exploitants du secteur alimentaire,
- d) des contrôles des conditions de stockage et de transport.

2. Toutefois, sous réserve du point 3, les contrôles officiels des navires :

- a) peuvent être effectués lorsque les navires font escale dans un port,
- b) concernent tous les navires qui débarquent des produits de la pêche dans des ports de Mauritanie, quel que soit leur pavillon,
- c) peuvent, si nécessaire, être effectués lorsque le navire est en mer.

3. Pour l'inspection d'un navire-usine ou d'un navire congélateur battant pavillon mauritanien, effectuée aux fins d'octroyer un agrément au navire, l'autorité compétente de l'État est tenue de mener les inspections de manière conforme aux exigences de l'article 3, en particulier en ce qui concerne les durées visées à l'article 3, paragraphe 2. Si nécessaire, ladite autorité compétente peut inspecter le navire lorsque celui-ci est en mer.

## CHAPITRE II - CONTROLES OFFICIELS DES PRODUITS DE LA PECHE

Les contrôles officiels des produits de la pêche doivent comprendre au moins les éléments suivants.

### A. EVALUATIONS ORGANOLEPTIQUES

Des contrôles organoleptiques aléatoires doivent être effectués à tous les stades de la production, du traitement et de la distribution. Ces contrôles ont notamment pour but de vérifier le respect des critères de fraîcheur établis conformément à la législation. Cela comprend notamment la vérification, à tous les stades de la production, de la transformation et de la distribution, que les produits de la pêche dépassent au moins les lignes de base des critères de fraîcheur établies conformément à la législation.

Si la classification n'est pas effectuée conformément à la procédure prévue dans la réglementation en vigueur, l'autorité compétente peut y procéder elle-même.

### B. INDICATEURS DE FRAICHEUR

Lorsque l'examen organoleptique met en doute la fraîcheur des produits de la pêche, sans préjudice des règles applicables aux espèces concernées par les normes de commercialisation, des échantillons peuvent être prélevés et soumis à des tests de laboratoire destinés à déterminer les teneurs en azote basique volatil total (ABVT), incluant l'azote triméthylamine (TMA-N), selon les critères fixés dans la réglementation en vigueur.

Si l'évaluation organoleptique soulève des doutes relatifs à d'autres paramètres pouvant affecter la santé humaine, des échantillons appropriés doivent être prélevés à des fins de vérification.

### C. HISTAMINE

Des tests aléatoires de contrôle de l'histamine doivent être effectués dans le but de vérifier le respect des teneurs fixées par la réglementation en vigueur.

### D. RESIDUS ET CONTAMINANTS

Des dispositions doivent être prises afin de contrôler les niveaux de résidus et de contaminants conformément à la législation.

### E. CONTROLES MICROBIOLOGIQUES

Des contrôles microbiologiques doivent être effectués en tant que de besoin conformément aux règles et critères établis en la matière par la législation.

### F. PARASITES

Des tests aléatoires doivent être effectués afin de vérifier le respect de la législation en ce qui concerne les parasites.

## G. PRODUITS DE LA PECHE TOXIQUES

Des contrôles doivent être effectués pour veiller à ce que les produits de la pêche ci-après ne soient pas mis sur le marché :

1. les produits de la pêche dérivés de poissons toxiques des familles suivantes ne doivent pas être mis sur le marché : Tetraodontidae, Molidae, Diodontidae et Canthigasteridae. Les produits de la pêche frais, préparés et transformés de la famille des Gempylidae, notamment *Ruvettus pretiosus* et *Lepidocybium flavobrunneum*, ne peuvent être mis sur le marché que conditionnés ou emballés et doivent être étiquetés de manière appropriée afin d'informer le consommateur des méthodes de préparation et/ou de cuisson, ainsi que du risque lié à la présence de substances susceptibles de causer des troubles gastro-intestinaux. Le nom scientifique doit accompagner l'appellation commune sur l'étiquette.

2. les produits de la pêche contenant des biotoxines, telles que la *ciguatera* ou d'autres toxines dangereuses pour la santé humaine. Toutefois, les produits de la pêche dérivés de mollusques bivalves peuvent être mis sur le marché s'ils ont été produits conformément la réglementation fixant les critères microbiologiques, chimiques et biotoxines marines applicables aux mollusques bivalves vivants et aux produits de la pêche.

## CHAPITRE III - DECISIONS CONSECUTIVES AUX CONTROLES

Les produits de la pêche doivent être déclarés impropres à la consommation humaine :

1. si les contrôles organoleptiques, chimiques, physiques ou microbiologiques ou les examens de recherche de parasites révèlent qu'ils ne sont pas conformes à la législation ;

2. s'ils contiennent dans leurs parties comestibles des teneurs en contaminants ou des résidus dépassant les limites fixées par la législation ou à des niveaux tels que leur absorption alimentaire calculée dépasserait les doses journalières ou hebdomadaires admissibles pour les êtres humains ;

3. s'ils proviennent de :

i) poissons toxiques,

ii) produits de la pêche ne satisfaisant pas aux exigences du chapitre II, partie G, point 2, concernant les biotoxines,

iii) mollusques bivalves contenant une quantité totale de biotoxines marines qui dépasse les limites visées dans la réglementation fixant les critères microbiologiques, chimiques et biotoxines marines applicables aux mollusques bivalves vivants et aux produits de la pêche.

4. si les autorités compétentes estiment qu'ils peuvent constituer un risque pour la santé publique ou sont, pour tout autre motif, impropres à la consommation humaine.